

Le Pays d'Aix est-il prêt

Hier 200 personnes se sont réunies devant l'Hôtel de Ville pour mettre les élus face à leurs responsabilités. Alors que les politiques tentent de dégager une ligne commune, deux familles de réfugiés nous ont ouvert leur porte à Aix

Par Laetitia SARIROGLOU et Nadia TIGHIDET

L'humanité ne peut pas vivre avec dans sa cave un peuple assassiné". Lorsqu'il était monté à la tribune de la Chambre des députés, ce 15 mars 1897, l'élu du Tarn avait dénoncé les atrocités du Sultan rouge mais aussi la passivité et la lâcheté de l'Europe face à l'horreur vécue par les Arméniens. Qu'aurait dit Jaurès aujourd'hui ? Alors que cette phrase s'affiche en bonne place dans le fascicule du programme des manifestations dédiées au centenaire de la commémoration du génocide arménien, parrainée par Maryse Joissains, le maire d'Aix n'est pas prête à accueillir les réfugiés, sauf "chrétiens". Hier soir, quelque 200 personnes, emmenées par un collectif de 25 organisations, sont venues scander sous ses fenêtres, place de la mairie, leur désir que "les élus de cette ville fassent leur devoir". Mais la position de Maryse Joissains est loin d'être isolée dans la communauté du Pays d'Aix qu'elle dirige jusqu'au 31 décembre prochain. Même s'ils sont moins tranchés, beaucoup de maires attendent plus de clarté de l'État.

Alors que la Droite peine à trouver une ligne commune, et le Gouvernement, une organisation cohérente, les réfugiés continuent de franchir les frontières en espérant un futur. À l'image de Iba et Raed, Chrétiens d'Irak, accueillis à Puycricard grâce à la paroisse de Célon. Ou de Mohammed, un économiste Syrien qui tente depuis des années de vivre dans des conditions dignes. Deux témoignages poignants qui ravivent de douloureux souvenirs. En pleine année de la commémoration du génocide arménien, alors que le Pays d'Aix abrite le camp des Milles, le devoir de mémoire n'a jamais été aussi présent.



Asti, Attac, CADTM, CFDT, CGT... Vingt-cinq organisations ont appelé les Aixois à se réunir à 18 h. hier, devant l'hôtel de ville. Deux cents personnes y ont répondu. / PHOTO SERGE MERCIER

Le rassemblement

Réunis à l'appel d'un collectif de 25 organisations, quelque 200 personnes se sont réunies hier, place de l'Hôtel de Ville, pour marteler "une indignation morale commune" et "exiger des élus de cette ville qu'ils fassent leur devoir".

Au-delà d'une évidente "solidarité avec ces réfugiés car nous sommes de la même humanité", les manifestants ont tenu à rappeler "qu'ils ne devaient pas être traités comme des envahisseurs". "Déjà en partie responsables des événements qui poussent sur les routes de l'exil tant de personnes, que restera-t-il de la crédibilité de l'Europe et de la France si nous refusons de les accueillir ?", a interrogé Philippe Sénégas, représentant local de la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) dans une déclaration commune. Leur destin, c'est notre avenir ! "Or, force est de constater que même la directive sur l'afflux mas-

sif de réfugiés, bien loin de ce qu'exige la situation dramatique actuelle, n'a pas été mise en œuvre", regrette-t-il.

Et d'exiger du gouvernement qu'il appuie "sans équivoque", un accueil de ces réfugiés dans tous les pays de l'Union européenne. "Les mots de solidarité, de fraternité et d'égalité doivent prendre tout leur sens", martèle Philippe Sénégas. Appelant "toute la société civile à se mobiliser pour appuyer cette exigence et apporter l'aide nécessaire", le représentant de la LDH a assuré qu'à Aix, "les associations y travaillent et pourront proposer prochainement des actions coordonnées". "Tous les hommes et les femmes de bonne volonté doivent combattre les discours indignes, racistes, xénophobes, qui refusent à ces hommes, ces femmes et ces enfants, leurs droits élémentaires d'être humains", a-t-il conclu. L.S.

Entre inquiétude et humanisme

Les maires de la CPA

Englués dans une gestion locale de la crise économique, étranglés par des réductions budgétaires, écartelés entre une ligne politique et des convictions personnelles, les maires du Pays d'Aix sont les mêmes que les autres. Animés par un certain humanisme -- "le cœur est à gauche même si on est à droite"--, mais rattrapés par une certaine réalité. Économique et politique.

Sollicitée par La Provence (nos éditions du 8 et 10 septembre), le maire d'Aix a dégagé en premier. "Des migrants, j'en ai suffisamment. Il y a les sans-papiers et les Roms. J'ai mon quota". Puis, Maryse Joissains s'est dit plus ou moins prête à accueillir des réfugiés syriens mais "chrétiens". Depuis, elle se tait. Et préfère écrire sur le site des républicains, regrettant que "l'émotion ait pris la place de la raison" tout en fustigeant ces journalistes qui la font passer pour "une femme insensible". "Ça correspond à son état d'esprit : surtout ne rien changer, glisse son opposant, Edouard Baldo (PS). Pourtant, Aix est un excellent exemple de terre d'accueil. En 1962, lors du rapatriement des Pieds-Noirs d'Algérie, le maire de Marseille disait : "Il n'y a qu'à ouvrir les cales

des bateaux et on sera tranquille". Mais à Aix, le maire de l'époque, Félix Colcolini, avait réservé la Zup d'Encagnane pour eux. Les HLM avaient été distribués à 98% pour les rapatriés d'Afrique du Nord. Ce fut le début de l'essor de la ville. Ce fut la même chose pour les Arméniens, les Harkis... Or, on ne veut pas de ceux qui arrivent". S'ils se montrent embarrassés par "la forme" des propos de la présidente de la CPA, les maires du Pays d'Aix ne sont pas loin de partager "le fond". "La question doit d'abord être réglée sur le plan national, surtout celle de leur statut, observe Hervé Fabre-Aubrespi, maire (LR) de Cabriès. Ne doivent être accueillies que les personnes en danger de mort. Et il y a encore des zones en Syrie où il est possible de vivre sans problème..."

À Peyrolles, Olivier Fregeac (Divers Droite) n'est pas "défavorable à l'accueil". "Après ce sont les conditions qui posent problème. Je n'ai pas de quoi les accueillir dignement. J'ai déjà plus de 150 demandes que je n'arrive pas à satisfaire, relève-t-il. Et tout reste flou. On ne peut pas faire n'importe quoi avec des effets d'annonce". "On nous impose déjà tellement de choses. Que l'État paie d'abord ce qu'il nous doit, après on verra !", objecte à Simiane-Collongue, Philippe Arduin (LR). "L'accueil doit transiter

par l'Union des maires, estime Robert Dargome (Centre), à Eguilles. L'État est bien gentil mais il n'a pas les moyens de ses ambitions. Il se retourne vers les maires alors qu'il baisse de 33% nos dotations de fonctionnement. Mais, malgré tout, je ferai mon devoir d'être humain". Et de tiquer sur les propos de Maryse Joissains : "La misère n'a pas de religion". Au Puy-Ste-Réparate, le socialiste, Jean-David Cioat a déjà indiqué à la préfecture qu'il pouvait accueillir "une famille au nom de la République, la solidarité et la responsabilité". "J'ai le même souci d'humanisme que n'importe qui, martèle de son côté Jean-Claude Ferraud (LR), maire de Trets. On ne peut pas rester insensible face au malheur. Mais Hollande n'a pas à nous imposer une population. Nous n'avons pas les moyens. 1 000 €, c'est dérisoire. Il faut d'abord régler le problème avec Daesh. Et je dis quoi moi à ceux qui attendent un logement social depuis trois ans ? Maintenant, il y a les réfugiés ?"

Dans quelques mois, la CPA sera avalée par la Métropole. Et il y a fort à parier que la paix ne sera pas revenue en Orient. Le "futur chef de file", Jean-Claude Gaudin, préfère manier la sagesse et la tempérance, a réaffirmé hier en conseil municipal son "Oui à la solidarité et à la responsabilité". Loin de la Syrie, un conflit de territoire d'un autre genre s'apprête à éclater en Provence... L.S.

NORBERT NOURIAN, DG DU CENTRE D'ETUDES ECONOMIQUES, POLITIQUES ET SOCIALES

"La sensibilité tient au contexte"

Le drame syrien peut-il être comparé au drame arménien ?
On réagit souvent par rapprochement, mais c'est trompeur. Chaque drame a sa spécificité mais il reste humain. Dans les deux cas, la violence est radicale. Comme en 1915, il y a des récits d'affrontements très violents. Mais aujourd'hui, l'origine des réfugiés n'est pas seulement syrienne. Une donnée à laquelle il faut ajouter un double mal : Daesh et Bachar.

Comment analysez-vous la position des maires qui refusent ou trahissent les réfugiés ?
En 1922, le maire SFIO de Marseille, Simeon Flaissières, le "médecin des pauvres", disait en parlant des Arméniens : "Il faut arrêter ça. Ils apportent des maladies. Ces lamentables troupeaux humains sont un danger pour le pays". Ce n'est pas que les mentalités n'évoluent pas mais la sensibilité tient au contexte. Les sociétés occidentales connais-

sent une fragilisation interne du lien social et l'Europe a une difficulté à refonder une vision claire. On a construit la scène médiatique comme si les communes étaient comptables de la politique européenne. Il y a un manque de l'État pour rendre visible sa politique au-delà du "principe".

Les élus réagissent en tant que "politiques" ?
Ils réagissent à la fois en politi-

ques et en êtres humains. Ils prennent en compte le contexte et expriment doute et méfiance. Pour les Arméniens, la dimension religieuse permettait d'avoir des références communes immédiates. Ce qui est différent aujourd'hui. Le politique doit concilier les principes et les modalités d'action. Son problème, c'est les tensions sociales, problème qu'il ne sait pas résoudre uniquement avec le principe. Recueillis par L.S.

"LES ACTES JUSTES ONT AVANT TOUT ÉTÉ DICTÉS PAR LA CONSCIENCE MORALE"

Farouche défenseur du "devoir de mémoire", Alain Chouraqui, président de la Fondation du camp des Milles, ne souhaite pas donner un avis tranché sur la question des "réfugiés" -- terme qu'il préfère à celui de "migrants" -- mais préfère fournir "des clés". "On est toujours insatisfait de voir que le passé, l'expérience du pire, n'arrête pas de nouvelles horreurs. Cependant, il nous semble que la capacité est plus grande à écouter quelques leçons du passé. Il y a une ouverture et une sensibilité plus importantes. Nous le ressentons au camp des Milles". Face à l'hostilité de certains élus du Pays d'Aix, craignant un trou abyssal dans leur budget communal, Alain Chouraqui répond que "l'expérience du passé a fourni des clés de compréhension qui semblent utiles". "D'une part, l'Histoire montre que les comportements inhumains se produisent quand on perçoit les personnes avant tout comme des problèmes. Et il y a plusieurs signes de cela aujourd'hui... Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème. Mais qu'est-ce qui l'emporte ? D'autre part, avance le président de la Fondation, lorsque l'on regarde dans les tragédies passées, les actes des Justes et les actes justes, on s'aperçoit qu'ils ont toujours, et avant tout, été dictés par la conscience morale. Par-delà toute considération matérielle". Enfin, sur le choix de certains élus de n'accueillir que "des chrétiens", Alain Chouraqui s'avoue "heurté pour deux raisons". "La conscience morale doit considérer tous les humains car la Fraternité ne connaît pas de frontière de cet ordre, rappelle-t-il. Ensuite, le Droit international des Réfugiés ne prévoit pas cette distinction".

à accueillir les réfugiés ?

Le jour où les terroristes sont montés dans le car

Hind a su qu'elle partirait. À l'instant où les terroristes sont montés dans le car et qu'ils ont enlevé cinq étudiants au hasard, elle a su qu'elle quitterait Karakosh bientôt. Sa ville, dans le nord de l'Irak, peuplée de chrétiens comme elle, sa maison, sa famille, sa vie, Dieu seul savait si elle les reverrait un jour. "Cet accident du car, je ne peux pas me l'enlever de la tête. Avec Saddam Hussein on n'était pas vraiment libres mais au moins, on était en sécurité, on pouvait circuler sans crainte et pratiquer notre religion. Avec Al Qaïda, impossible d'aller à l'Université de Mossoul sans savoir ce qu'on risquait, qu'est-ce qu'on aurait pu faire ? Ce jour-là, on en a beaucoup parlé avec ma mère, ma sœur et son fiancé et on a décidé qu'il fallait partir, un après l'autre parce que nous n'avions pas les moyens de venir en France tous ensemble. La mafia demande 15 000 dollars pour faire passer une personne..."

Jinan, la mère de famille, a vendu son or, rassemblé les économies de toute une vie. Et Hind est partie. En Turquie d'abord puis en Grèce où, faute de passeport, on l'a retenue deux mois dans un foyer. Enfin la France, Vichy, chez ses grands-parents. Il y a cinq ans, Hind a tenté de s'installer à Paris et de s'inscrire à la fac, mais c'est bien connu, pas de Paris sans argent. "Je travaille dans un hôtel depuis tout ce temps, mais je garde l'espoir de reprendre la faculté. À Mossoul, j'avais obtenu ma troisième année d'études de

traduction arabe-anglais." Hind a mis trois mois pour obtenir un statut de réfugiée, elle a appris la langue vite, elle a fait une demande de nationalité française: "Je l'ai eue, je suis française, c'est ma nationalité, c'est mon pays, je suis française." Aujourd'hui, elle a 28 ans.

À 29 ans, sa sœur Iba n'en est pas encore là. "Je suis arrivée en France il y a deux ans. J'ai d'abord vécu à Vichy mais mes recherches d'emploi n'ont rien donné, et puis j'aimerais bien moi aussi reprendre mes études de géographie". Iba s'est alors mise en relation avec l'Association d'aide aux minorités d'Orient (AEMO) et les heureux hasards de la vie se sont occupés du reste.

"Il y a plusieurs années, par le biais de cette association, nous avions envoyé de l'argent aux chrétiens d'Orient, se souvient André Pighiera, paroissien de Celony-Egullies. J'avais écrit une lettre indiquant que je voulais apporter mon aide, d'une manière ou d'une autre. L'association a retrouvé ce vieux courrier et m'a mis en relation avec un monsieur, à Puyricard, qui était prêt à mettre son studio à disposition d'un couple et même à leur proposer du travail, de façon tout à fait légale, déclarée."

11 000 € et 45 jours de prison

Iba et son fiancé Raed s'y sont installés il y a un mois. Ils ne s'étaient pas



Irak

De gauche à droite: Raed Naqasha, André Pighiera, Jinane, Hind et Iba Adam.

/ PHOTO SERGE MERCIER

revus depuis deux ans et demi, il a fallu le temps à Raed de réunir l'argent pour les passeurs, 11 000 euros dans son cas. Le garçon de 23 ans raconte: "J'ai passé la frontière turque et j'ai gagné la Grèce en bateau. Là, je me suis fait arrêter, ils m'ont contrôlé et m'ont mis dans une petite prison pendant 45 jours. Ensuite, je me suis rendu en Italie où j'ai fini par prendre un train jusqu'à Lyon. J'ai retrouvé Iba à Paris et nous sommes venus ensemble à Puyricard."

Raed attend un papier. Dès qu'il l'aura entre les mains, Iba et lui se marieront, devant Dieu, en l'église de Puyricard. Jinan sera là pour voir ça, ce sera un moment heureux, il n'y en a pas eu beaucoup depuis cette année 1987

où, enceinte de Hind, Jinan a perdu son mari, dans la guerre contre l'Iran. Depuis peu, elle vit à Paris avec Hind, elles ont pris quelques jours pour rendre visite à Iba. Autour de la table en bois, dans ce cocon aixois, tout le monde se souvient du 14 juin 2014... Le jour maudit, le jour qu'ils essaient d'oublier et qu'ils n'oublieront jamais. "Daesh est entré à Karakosh, article Iba, entre deux sanglots. Avant il y avait Al Qaïda et, désormais il y avait Daesh. Notre mère était encore là-bas et c'était invivable pour nous de ne pas être avec elle... Elle ne répondait pas au téléphone... Désolée, c'est très difficile de parler de ce jour-là."

Qu'est-ce que ça fait de voir son pays déchiré ? Après 34 ans de service,

qu'est-ce que ça fait de renoncer à son métier de directrice adjointe d'une école, de vendre son or pour sauver ses filles, de préparer leurs bagages, de les embrasser pour leur dire au revoir ? Qu'est-ce que ça fait de quitter son pays à son tour, sans espoir de le revoir un jour ? Il n'y a que les yeux noirs de Jinan et son sourire rempli d'espoir, pour le dire.

Dans la petite chapelle de Celony, dimanche matin, la famille a écouté la messe du père Geron. Des paroissiens ont proposé du travail à Iba, de l'aide à Raed. Le couple s'est senti apaisé, un peu chez lui, loin de ce jour où les terroristes sont montés dans le car.

Nadia TIGHIDET

ntighidet@laprovence-presse.fr



Syrie

Depuis 7 mois, ils vivent à 10 dans un 2 pièces: Mohammed, Mimi, Rim, Taysser, Yasser, Aïda, Youssef, Kassen, Fahed. Au milieu, Omar.

Il y a deux ans, nous vous racontions l'histoire de Mohammed Alsalm, un économiste syrien qui avait obtenu une bourse d'État pour se perfectionner à Aix. De retour en Syrie, pour sûr, il aurait été un brillant professeur à l'Université de Damas; son logement étudiant à Saint-Eutrope ferait bien l'affaire pour quelques années. Né à Aix, son fils Omar avait alors sept ans et Rim, son épouse, attendait l'arrivée d'un deuxième enfant.

Dans le salon de 12 m², Mimi court partout entre les jambes de ses quatre oncles, celles de son père, de sa mère, de son grand frère et de ses grands-parents... À 6 heures du matin, c'est lui qui réveille l'assemblée, Mimi a deux ans et déjà une voix qui sonne. "Avant même la nourriture, le plus important c'est le logement... On n'a rien si on n'a pas de logement." Mohammed est fatigué. Quelques fois, il a si mal à la tête qu'il coupe tout,

"Il devrait y avoir une circulaire pour que les organismes sachent précisément quoi nous répondre!"

et s'isole un instant. Les papiers qui appellent d'autres papiers, les serpents qui se mordent la queue, Mohammed est fatigué. "Quand la guerre a éclaté en Syrie, mes parents et la plupart de mes frères et sœurs se sont réfugiés en Jordanie. Mais là-bas, un réfugié n'a droit à rien, pas même celui de travailler. Mes frères essayaient quand même, mais ils étaient poursuivis par des policiers. Récemment, l'Onu a consulté la France pour affréter un avion et rapatrier 38 réfugiés syriens de Jordanie. Par miracle, quatre de mes frères et mes parents étaient de ceux-là!" Kassen, 70 ans, Aïda, 58

"Le logement, c'est plus important que la nourriture"

ans. Fahed, 28 ans. Youssef, 26 ans. Yasser, 19 ans et Taysser 16 ans; les voilà à Saint-Eutrope depuis le 4 février, dans ce logement étudiant où la petite famille se sentait déjà bien à l'étroit.

La loi Dalo, Mohammed pourrait vous en réciter chaque ligne. "Voilà des mois que je suis dans les papiers pour essayer d'obtenir un logement pour mes frères et mes parents: on me renvoie sur les dossiers Dalo qui exigent des avis d'imposition et des bulletins de paie. Mais enfin, ce sont des réfugiés! Il n'y a pas d'avis d'imposition! Il n'y a pas de bulletin de paie! La France ne s'est pas préparée à accueillir des réfugiés. Il devrait y avoir une circulaire pour que les organismes sachent précisément quoi nous répondre. Nous avons réussi à obtenir une partie du RSA de mes frères au bout de trois mois, mais on est prêt à y renoncer pour un logement. Accueillir un réfugié, c'est lui permettre d'accéder à un logement avant toute chose, à l'éducation et à l'apprentissage de la langue ensuite, pour qu'il puisse entrer dans la vie active au plus vite."

Les quatre frères de Mohammed et leurs parents dorment à même le sol, dans le salon. Rim, son épouse et leurs deux enfants couchent tous les quatre dans la petite chambre. La journée, pour apprendre rapidement le français, les frères

vont à l'école, à Marseille pour les plus âgés, au lycée Gambetta à Aix, pour le plus jeune. Tous étaient étudiants à Damas, en économie ou en archéologie. Taysser, lui, était au collège. "On a perdu quatre ans de notre vie en Jordanie, soupire Fahed, qui a déjà appris à se faire comprendre en français. C'était toujours mieux que les bombes sur nos têtes à Damas, mais on n'était pas en vie pour autant..."

Le soir, tout le monde rejoint le restaurant de cuisine syrienne que Mohammed a ouvert, rue de la Couronne, dans le centre d'Aix. Rim, elle, prend des nouvelles quotidiennes de sa mère. Restée à Damas. "Je suis très inquiète pour elle. Elle refuse catégoriquement de quitter sa maison." Quant aux autres frères et sœurs de Mohammed, certains sont restés à Damas, d'autres sont en Jordanie, trois d'entre eux devraient arriver à Aix bientôt.

Ses rêves éclatés de vie paisible en Syrie, Mohammed en a fait le deuil. Mais il en a nourri d'autres, depuis. Ouvrir un cabinet d'études sur la zone des Milles et un journal en ligne, sur les problématiques économiques du monde arabe. Chaque semaine, il publie un article dans une revue spécialisée de Londres. Dans le même temps, il essaie d'anticiper l'expulsion qui lui pend au nez à la fin de ce mois: l'année dernière, le studio loué par le Crous a été restitué à Pays d'Aix Habitat, depuis, la famille multiplie les demandes de logement social, sans jamais rien obtenir. Alors parfois, c'est vrai, Mohammed a un peu mal à la tête.

N.T.